Il y a un an, après avoir âprement bataillé et fait échouer le vote du Parlement européen sur l'interdiction du chalutage profond, le groupe Intermarché « tendait la main » aux ONG – et en particulier à BLOOM – qui avaient exposé leurs pratiques de pêche destructrices en grande profondeur, notamment par le biais d'une BD virale réalisée par Pénélope Bagieu[1]. Cette BD avait suscité un engouement hors du commun pour la pétition de BLOOM, avec près de 900 000 signatures récoltées contre le chalutage profond.

De ces échanges avec Intermarché, il était ressorti que **la flotte de pêche du groupe (la Scapêche) s'engageait à ne plus traîner ses filets au-delà de 800 mètres de profondeur (janvier 2014).**

« *Bien trop profond encore,* *en regard de l'extrême vulnérabilité de ces milieux marins privés de lumière et des organismes à la croissance lente et à la longévité extrême qu'ils abritent,* ***mais mieux que rien*** **»** selon Claire Nouvian, fondatrice de l'association de protection des océans et des emplois durables dans la pêche. **BLOOM avait donc salué l'effort consenti par le groupe Intermarché, en contrepartie d'un engagement tacite de celui-ci à ne plus faire barrage au règlement européen permettant d'interdire le chalutage profond en Europe et dans l'Atlantique Nord-Est.**

Or **le double jeu d'Intermarché éclate aujourd'hui au grand jour**. Tandis qu'Intermarché neutralisait l'opposition des ONG à sa marque, il **armait le lobby de la pêche industrielle « BLUE FISH », créé de toutes pièces par les plus fervents défenseurs de la pêche industrielle lorientaise et boulonnaise**.**[2]** C'est ce lobby, ironiquement surnommé « L'armée du chalut » par le *Canard enchaîné* (cf. édition du 19 novembre 2014), qui a **réussi à casser la volonté de Ségolène Royal de mettre fin au chalutage profond et à remporter l'adhésion de Manuel Valls à leur projet de poursuivre des activités de pêche absurdes économiquement, destructrices de la biodiversité et des fonds publics**.

La Ministre Ségolène Royal félicitée par le lobby de la pêche industrielle BLUE FISH pour ses efforts dans la gestion très orientée de la pêche en eaux profondes. Fabien Dulon, Directeur Général de la Scapêche, était présent à l'arrière (cf. flèche)

Aujourd'hui, **plus aucune ambiguïté ne subsiste quant aux choix**

d'Intermarché : le groupe a annoncé la semaine dernière que la Scapêche cherchait désormais à faire certifier ses captures de poissons profonds (lingue bleue, sabre noir, grenadier de roche) de « pêche durable » par le label MSC (*Marine Stewardship Council*). *« Une énième tentative d'Intermarché pour enfumer les Français »* juge Claire Nouvian.Ils se tournent vers le label MSC, dont la crédibilité, déjà fragilisée par la certification de grandes pêches industrielles au chalut de fond très controversées, risque de voler en éclats de façon irréversible si le label se hasarde à apporter son sceau de « pêche durable » aux méthodes de pêche jugées par les chercheurs comme « les plus destructrices de l'histoire ». Des données de l'IFREMER, dont Ségolène Royal a ordonné la publication au mois de juillet 2014, avaient en outre révélé l'impact important des pêches profondes au chalut sur les populations de requins profonds menacés d'extinction[3].

Le processus de certification des pêches profondes d'Intermarché peut durer plus d'un an. ***« BLOOM s'opposera formellement à la certification MSC des pêches profondes d'Intermarché et engagera toutes les ressources nécessaires pour s'assurer qu'une telle imposture n'ait pas lieu »*** déclare Claire Nouvian.

« *Intermarché met en marketing et en communication les ressources que le groupe refuse d'engager pour se convertir à des pratiques de pêche réellement vertueuses et durables* » estime la fondatrice de BLOOM. En effet, les coûts liés à la certification MSC sont compris entre 1 000 et 15 000 euros pour la pré-évaluation et entre 11 000 et 150 000 euros pour l'évaluation complète.[4] « ***Ils ont bien joué la partie pendant un an en jurant qu'ils n'avaient rien à voir avec le lobbying déchaîné des Lorientais et des Boulonnais contre le règlement européen visant à interdire le chalutage profond et ont utilisé la trêve avec les ONG comme tremplin à une grande entreprise de 'greenwashing' de leurs pêches inacceptables. Pendant ce temps, ils ont continué à dicter la politique de la France en sous-main. Ils viennent de prouver qu'ils n'étaient pas dignes de confiance.*** *La leçon est prise. On leur souhaite bonne chance pour trouver une ONG intègre prête à collaborer avec eux !* »

La paix entre Intermarché et BLOOM n'était donc qu'une trêve. Dans la nasse des filets d'Intermarché, on trouve désormais un gouvernement compromis et un label qui risque d'y perdre ses dernières plumes de crédibilité…

Bloom

[1] http://www.penelope-jolicoeur.com/2013/11/prends-cinq-minutes-et-signe-copain-.html

[2]http://www.entreprises.ouest-france.fr/article/tempete-autour-peche-profonde-scapeche-replique-22-11-2013-118871

[3]http://www.bloomassociation.org/decryptage-des-rapports-de-lifremer-sur-les-activites-de-chalutage-profond-des-navires-francais/

[4]Sources : Christian et al. (2013) Biological Conservation 161: 10-17; Relot et Caillart (2009) Éthique et Economique 6(2): 1-7.